Pierre Rème

Les CCA (Comités communistes pour l'autogestion) aux prises avec la mise en pratique d'une orientation de front unique ouvrier

Au moment où les cent mille signatures étaient rassemblées autour de la pétition « pour l'union dans les luttes », *début juin, le comité central des CCA (1) a enregistré un rebondissement de la crise d'orientation de cette organisation : les militants de l'ancienne tendance A, minoritaire avec 40 % des voix au congrès précédent tenu les 15 et 16 décembre 1979, ont démissionné de leurs postes au bureau exécutif pour se reconstituer en tendance.*

Les divergences entre les deux courants portent sur la compréhension du front unique, sur l'analyse de la « recomposition » *du mouvement ouvrier et sur des problèmes de fonctionnement devenus épineux. Comme les problèmes internes des CCA expliquent, dans une large mesure, leur attitude à l'égard de la LCR durant plusieurs mois de campagne pour l'unité, il vaut la peine que nous nous y arrêtions assez longuement.*

Nous avions déjà eu l'occasion de signaler dans *Rouge* la forme bizarre des critiques que nous adressaient les CCA. Nous étions accusés de *« parasiter »* l'initiative unitaire parce que les militants de la LCR étaient partie prenante d'une démarche complétant le texte initial de l'appel par des *« amendements »* ou des explications qui insistaient sur

l'actualité de la préparation de la grève générale. La direction des CCA nous répondait qu'il était nécessaire *« de ne pas tout dire pour faire l'unité »*. Nous avions beau démontrer, dans la pratique, que nous savions défendre nos positions tout en préservant l'unité du courant unitaire, les mêmes critiques étaient cependant répétées. Sans que jamais une argumentation substantielle ne vienne nous critiquer sur le fond : le souci de préparer la grève générale était-il justifié ou bien était-il *« gauchiste »* ?

Ce silence des CCA, accompagnant ce genre de critique, était doublement curieux : il contredisait le texte de l'appel des cent lui-même, qui soulignait justement la volonté d'agir pour l'unité *« sans gommer les divergences et les différences »*. En même temps, il traduisait l'état des débats internes des CCA : la direction de cette organisation n'a pas disposé, durant ces mois, d'une orientation politique lui permettant de critiquer nos propositions. Ce qu'elle a surmonté en se donnant le label unitariste et en multipliant contre nous les manœuvres tactiques.

Les débats des CCA

(La direction des CCA, du congrès des 15 et 16 décembre 1979 au comité central des 7 et 8 juin 1980.)

Deux tendances existaient lors du congrès des CCA où une majorité obtint 60 % des mandats. Leurs divergences portaient sur deux débats essentiels : la nature de la période et de la conjoncture, la construction du parti révolutionnaire et *« l'entrisme »*. Ce sont ces deux mêmes tendances dont les divergences ont abouti à nouveau à un conflit aigu en juin 1980, bien que le congrès de décembre dernier se soit terminé, après avoir donné la majorité à la tendance B, par l'adoption d'un texte fixant un *« cadre de travail »* commun, voté à l'unanimité.

La tendance B, qui forma 60 % du comité central et du bureau exécutif, défendait l'actualité d'une lutte d'ensemble face à la politique de la bourgeoisie. *Commune* n° 49, du 16 novembre, nous donne d'ailleurs un exemple de cette orientation à propos de la grève d'Alsthom : *« La tâche urgente est d'organiser la solidarité autour de ces conflits tests, d'exiger que les confédérations syndicales CGT et CFDT organisent une riposte d'ensemble face à ce régime discrédité. Il faut aussi que les grands partis ouvriers, PC et PS, soient mis devant leurs responsabilités et cessent leur politique de division. »* Cette tendance reprochait à celle qui fut minoritaire de donner trop d'importance à un *« reflux »* conjoncturel dû à la défaite de mars 1978 et à la façon dont Giscard l'utilisait à son profit. Dans ses textes de congrès, sans beaucoup

préciser les conditions réelles du travail de masse effectif, elle soulignait que *« les grands affrontements sont devant nous et non pas derrière nous »*.

Une telle constatation la rapprochait plutôt, semble-t-il, de nos propres jugements. Mais cette perspective centrale s'accompagnait, pour elle, de l'illusion de pouvoir *« jeter les bases d'une alternative révolutionnaire »*, les *« formations traditionnelles (...) ne pouvant donner de réponses satisfaisantes aux masses et à leurs bases »*.

La tendance A, qui a rassemblé 40 % des voix, répondait que la défaite de mars 1978 ne produisait toutes ses conséquences qu'après coup : *« La classe ouvrière est sur la défensive (...) ; et qui n'avance pas recule. »* Pour eux, *« mettre en évidence le recul né de la division, ce n'est pas verser dans le "pessimisme" mais se donner les moyens d'éclairer l'avant-garde sur les enjeux du combat pour le front unique ouvrier »*. Cette tendance, qui regroupait la plupart des anciens cadres politiques de la TMRI (Tendance marxiste révolutionnaire internationale) (2), était en accord avec le secrétariat international de la TMRI et s'attachait à mettre en lumière *« une conjoncture de recul et de défaites partielles (novembre 1975 au Portugal, mars 1978 en France, victoire des conservateurs en Angleterre...) à prendre en compte. »*

La discussion sur la construction de l'organisation montra que la tendance A insistait plus sur le travail politique à effectuer au sein et en direction des organisations traditionnelles (PCF et CGT), tandis que la tendance B insistait plus sur la *« recomposition »* du mouvement ouvrier.

Dans son intervention au congrès, Michel Pablo, au nom du secrétariat international de la TMRI, soutint les positions de la tendance A, tout en proposant un *« cadre de travail »* permettant de dépasser les clivages. Selon lui, les CCA *« doivent résister aux pulsions résultant de leur propre composition sociale, résister au danger de se voir marginaliser par rapport au travail permanent, absolument nécessaire et de beaucoup le plus important, en direction du prolétariat industriel(...) »*.

La *« résolution en neuf points »*, adoptée à l'unanimité, ne prenait pas position sur les questions de conjoncture et de combativité, mais fixait une *« méthode »*. On lit dans *Sous le drapeau du socialisme*, n° 82-83, page 48 :

« Le développement de la discussion dans l'organisation et le congrès nous amène à réaffirmer les objectifs des CCA dans les prochains mois. Le combat permanent pour le front unique ouvrier et sa traduction politique concrète, le gouvernement des organisations majoritaires PC-PS, est un point cardinal de la stratégie politique des CCA. Il implique :
a) Dans les luttes quotidiennes, de se saisir de toutes les occasions pour faire avancer l'unité d'action à la base, condition de l'unité au sommet

dans la situation de division actuelle.
b) Dans le mouvement syndical, de favoriser toutes les formes unitaires, depuis les comités intersyndicaux d'entreprise ou locaux jusqu'à la centrale unique.
c) Dans le combat politique général, de favoriser l'expression des courants unitaires du PC et du PS pour la formation de comités de base.
d) Dans la perspective de 1981, de proposer aux organisations révolutionnaires une campagne commune se situant dans ce cadre, tout en se préparant à la bataille du désistement inconditionnel.

« La crise qui sévit actuellement dans les rangs du mouvement communiste officiel est la plus ample, profonde et durable, depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle nous oblige par conséquent à lui accorder une grande importance. Elle définit au moins les tâches suivantes :
— Nous lier à l'opposition et en particulier sur les problèmes qu'elle soulève :
- la démocratie au sein du PCF ;
- l'unité ouvrière ;
- la reprise en charge des nouvelles aspirations.
— La soutenir critiquement, grâce à une politique et une pratique prenant ses sources dans notre réelle intégration dans le milieu de masse.
— Il faut établir le projet d'un lieu de rencontres colloques, cercles, revues, etc., tournés en direction des problèmes posés par les oppositionnels.
— A cette fin, il faut réorganiser un secteur entriste.

« Ils s'efforceront particulièrement de répondre aux problèmes nouveaux posés par la réorganisation du travail en s'appuyant sur les exemples qui se développent dans les divers pays capitalistes.

C'est sur ces bases que les CCA abordèrent l'appel des cent, qui parut deux jours après leur congrès.

Dans un premier temps, la réaction enthousiaste de la direction des CCA sembla, aux yeux des minoritaires, représenter un rapprochement des points de vue. Il s'agissait de *« faire signer »*, sans aucune précision, mais tout en écrivant dans *Commune* (n° 53), une expression, bien vite remisée aux oubliettes et qui aurait pourtant mérité un débat :

« Cette campagne peut en effet constituer un pas décisif pour l'unité des travailleurs, pour la lutte contre Giscard et pour un gouvernement des travailleurs, c'est-à-dire ici et maintenant un gouvernement du PC et du PS appuyé sur les comités d'union dans les luttes. »

Comment, en effet, proposer une telle perspective et rester muets sur celle de la préparation de la grève générale ? S'agissait-il de simple propagande à long terme, faite dans un simple but éducatif ? Mais alors, pourquoi lier la perspective du gouvernement PC-PS à celle de le voir *« appuyé sur les comités d'union dans les luttes »* : ceux-ci étaient-ils

le cadre de *« recomposition »* du mouvement ouvrier, ou seulement un instrument d'action en faveur du front unique ouvrier ?

Résumons-nous un instant : pour ne pas heurter les *« communistes critiques »*, les CCA se sont adaptés à eux, en taisant la question de la grève générale (perspective majoritaire à leur congrès) et en taisant ensuite bien vite le débat pour *« le gouvernement PC-PS appuyé sur les comités d'union dans les luttes »*. A l'évidence, les comités, quand ils existaient, n'ont jamais eu une telle réalité : la *« recomposition »* du mouvement ouvrier n'en est pas au point de s'exprimer presque spontanément dans une telle initiative politique. Elle mûrit surtout, pour le moment, au travers d'une expérience syndicale accumulée, qu'aucune des deux tendances des CCA ne prend réellement en compte pour définir l'action de leur organisation.

Leur pratique dans « l'union dans les luttes »

Faute de ligne politique précise, toute à son souci sans délimitation précise de *« se lier à ce qui bouge »*, la direction des CCA ne pouvait pas polémiquer sur le fond avec la LCR. Comment la majorité aurait-elle argumenté contre la perspective de la grève générale alors qu'elle en avait défendu l'actualité quelques semaines plus tôt ? Elle n'avait sans doute pas, d'ailleurs, changé de conviction, sinon elle ne se serait pas gênée pour reprendre, ne fut-ce que les arguments de l'ex-tendance A minoritaire qui justifiait, elle, son refus de cette perspective. Elle a donc choisi le silence, pour ne pas faire rebondir les débats au sein de sa propre organisation, pour ne pas paraître trop proche de la LCR, et pour ne pas devoir discuter sur le fond avec les initiateurs de l'appel des cent.

Peut-on considérer que la ruse était habile ? On peut en douter : quand on maintient une organisation de moins de deux cents militants sur la base d'une *« délimitation programmatique »* avant tout, en quoi peut-il y avoir un intérêt à cacher les idées politiques qu'on a à défendre ? D'autant plus que rien ne les aurait empêchés de défendre leur point de vue sans en faire un *« amendement »* à la pétition.

Serrer les rangs contre la LCR, même pendant quelques mois, n'a cependant pas résolu tous les problèmes : dans la pratique, les divergences sur les rythmes de *« recomposition »* du mouvement ouvrier apparurent dans la façon de se comporter dans le courant *« pour l'union dans les luttes »*, sous forme de conflits locaux, à la base, dont le plus net est celui de Bordeaux.

L'alliance avec *Positions*, groupe d'oppositionnels du PCF qui agit de plus en plus comme un groupe politique local indépendant du PCF, a vu deux attitudes parmi les militants des CCA. Sous une unité de

façade dont, une fois de plus, il fallait que les militants de la LCR fassent les frais.

Dans un premier temps, en effet, les CCA, *Positions* et les Etudiants socialistes de Bordeaux ont lancé la pétition des cent en mentionnant sur tous les tracts et communiqués de presse que cette initiative était *« soutenue par »* ces organisations. Ils exigèrent de la LCR à Bordeaux qu'elle signe ce texte à leurs côtés.

Nos camarades furent accusés de fractionnisme parce qu'ils firent une contre-proposition qu'il vaut la peine de citer à nouveau. La section de Bordeaux de la LCR voulait diffuser et faire signer le texte de la pétition, unitairement, à deux conditions : qu'il ne soit pas fait mention des organisations sur le matériel de la campagne unitaire pour ne pas limiter ses possibilités d'élargissement, et qu'il soit fait mention de la possibilité de discuter, améliorer, apporter des compléments au texte, dans le sens de ce qu'avait proposé Etienne Balibar dans son article du *Monde* du 22 janvier (3).

Les critiques à l'égard de la LCR, ciment entre des forces diverses, s'accompagnaient en fait d'une véritable crise entre les militants du groupe local des CCA : la majorité locale, sur les positions de la minorité nationale, aurait voulu une activité plus tournée vers le PCF et la CGT, à long terme ; tandis que la minorité locale du groupe CCA, sur les positions de la majorité nationale, voyait déjà des comités couvrir la ville et la France et se fédérer, recomposition en marche du mouvement ouvrier. Débats qui reposaient plus sur des présupposés abstraits que sur l'observation de la réalité ? Sûrement. Mais le bureau exécutif, puis le CC des CCA, durent les arbitrer. Ce dont *Commune* porte la trace : le comité de Bordeaux, qui était cité comme l'un des plus avancés dans le numéro 57, se voit rappelé à la réalité, sans être directement nommé, dans le numéro 60 : *« Des appels émanant de cartels d'organisations politiques qui, à l'heure actuelle, ne comprendraient qu'une partie fort limitée du mouvement ouvrier, sont à proscrire. Bien sûr, les organisations qui soutiennent l'appel doivent le faire savoir. C'est légitime et utile, mais (...) à l'heure où la division fait rage, il ne faut pas entraver le combat pour l'unité par des initiatives maladroites. »*

De tels conflits, dont la presse des CCA donne un petit aperçu, furent d'autant plus difficiles à supporter, pour les uns comme pour les autres, qu'officiellement ils se déroulaient sur la base d'une orientation commune. D'où l'impression, pour ceux qui étaient en désaccord avec le bureau exécutif, en fait des membres de l'ex-tendance A, d'une poussée de méthodes antidémocratiques.

La préparation de la grève générale

A l'égard de la proposition de la LCR, un éditorial de *Commune* prit position sur le fond : *« Si la perspective de la grève générale est effectivement correcte, on voit mal comment elle peut être un mot d'ordre immédiat dans la situation actuelle. Faire signer cette proposition dans une pétition revient aujourd'hui à demander aux grandes organisations d'organiser une telle perspective. Une telle politique d'appels solennels et de mises au pied du mur relève d'une conception de l'unité purement verbale et de dénonciation des appareils pour mieux mettre en évidence qu'on est unitaire pour deux. »*

On appréciera cette déformation de notre véritable orientation d'autant mieux qu'on aura en mémoire le jugement de *Commune* à propos de la grève d'Alsthom, déjà cité plus haut : *« La tâche urgente est aussi d'exiger que les confédérations syndicales CGT et CFDT organisent une riposte d'ensemble face à ce régime discrédité. Il faut aussi que les grands partis ouvriers, PS et PC, soient mis devant leurs responsabilités et cessent leur politique de division. »*

A moins que les camarades des CCA ne fassent autocritique sur cette orientation de leur numéro 49, comment pourrions-nous prendre au sérieux la critique qu'ils nous adressent ? Nous avons pensé, pendant des mois, que la direction des CCA faisait passer les manœuvres contre la LCR avant les débats approfondis, qu'ils « faisaient flèche de tout bois », sans un réel souci de débattre avec rigueur.

Ce n'est pas le texte adopté par la majorité de leur comité central des 7 et 8 juin qui nous fera changer d'avis. On peut en effet lire, au sujet de la grève générale, une orientation politique que les CCA n'ont cessé de démentir durant ces derniers mois. Citons-en quelques extraits : *« Une propagande patiente est indispensable pour la reconstruction de l'unité et de la démocratie ouvrières, pour la formation de comités unitaires d'action, comités de lutte et de grève, de coordinations locales et nationales, de conseils ouvriers et d'un gouvernement ouvrier des partis ouvriers représentatifs, c'est-à-dire aujourd'hui du PC et du PS. La grève générale reconductible est un moment nécessaire de cette mobilisation. (...) Cette centralisation des objectifs et des actions ne peut résulter que de la définition dans chaque secteur des revendications mobilisatrices et des formes d'intervention concrètes, préparant des luttes d'ensemble. C'est principalement dans l'action et non dans les discours que se prépare la généralisation des luttes et de la grève illimitée et active. »*

Si c'est là l'orientation des CCA, avaient-ils quelque raison de rejeter comme faux des textes de pétition où des militants ouvriers avaient écrit : *« Oui, il faut l'union dans les luttes. Il faut imposer l'unité*

de tous nos syndicats, de tous les partis ouvriers, et notamment du PC et du PS, de toutes les organisations qui se réclament des travailleurs. Une union forgée dans le combat quotidien, contre la politique d'austérité et pour la satisfaction de nos revendications. L'unité réalisée dans l'action pourra seule mettre en échec les divisions d'états-majors. C'est le meilleur moyen de favoriser la coordination des luttes, et pour avancer vers la grève prolongée, unitaire, tous ensemble, contre l'austérité et le gouvernement. C'est la meilleure façon d'en finir avec Giscard-Barre, leur régime d'austérité et de scandales. » Où la direction des CCA trouvera-t-elle *« une simple mise au pied du mur »* dans ce texte, l'un des milliers qui a circulé, et qu'elle a combattu ?

Finalement, dans la mesure même où l'une comme l'autre des tendances des CCA se réclament de la démarche de front unique ouvrier, il serait temps que ces camarades abordent, avec la LCR, les débats réellement décisifs. Si la période politique ouverte par Mai 68 n'est pas close, quels que soient les reflux partiels — plus marqués par exemple à Renault-Billancourt ou Flins qu'à la Thomson —, la tâche que doivent se fixer les marxistes révolutionnaires est de prendre les moyens pour faire mûrir, le mieux possible, la grève générale, la lutte tous ensemble, capable de renverser ce régime qui veut faire payer la crise économique aux travailleurs. En agissant, bien sûr, à partir de la réalité de la classe ouvrière, et non pas à partir de la répétition de simples formules, même satisfaisantes.

Mais c'est là un vieux problème de méthode, que Léon Trotsky abordait dans un texte de mars 1935 au sujet de la France. Il n'y a rien de déplacé à le citer ici longuement, car il résume les vraies questions dont nous avons à nous occuper.

« La grève générale est-elle possible dans un avenir proche ? Il n'y a pas à une question de ce genre de réponse à priori, c'est-à-dire toute faite. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment ? Au moyen de l'agitation.

« L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tel ou tel mot d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées, et de prendre, en fonction des résultats, telle ou telle décision pratique. Ce sont seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.

« Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. A l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les

précisions nécessaires, en particulier pour tout ce qui concerne le rythme du mouvement et les dates des grandes actions. » (*Oeuvres*, tome V, page 179).

Quelles sont les conditions aujourd'hui de la classe ouvrière ? Ses forces sont-elles diminuées ou bien sont-elles, malgré divers phénomènes de désorientation, capables d'une lutte d'ensemble ? Quels sont les détours patients à opérer pour que cette perspective du renversement du régime se prépare le mieux possible et se réalise au plus tôt ? Quels sont les détours inutiles, compte tenu de l'expérience déjà accumulée parmi les couches de travailleurs avancés, dans les entreprises et les syndicats ?

Voilà les questions auxquelles nous apportons des réponses, par notre pratique et par les positions que nous avons adoptées lors de notre IVe Congrès. Tout en restant prêts à en débattre, en particulier avec les CCA. Car les manœuvres de diversion ne peuvent rien faire avancer.

NOTES

1. Les Comités communistes pour l'autogestion ont été formés en juin 1977 par des militants issus de l'ex-AMR, du courant B du PSU, de l'OCT, et du courant dit Groupe de travail « La civilisation au carrefour, la Ligue au feu rouge ».

2. La TMRI, tendance marxiste révolutionnaire internationale, est le nom de la tendance internationale animée par Michel Raptis (dit Pablo), ex-secrétaire de la IVe Internationale. Pablo rompit avec la IVe Internationale en 1965. La TMRI cessa de se réclamer de la IVe Internationale en 1972.

3. Dans un texte du *Monde* (22 janvier 1980), qu'il rappelait dans l'interview qu'il donna à *Rouge* (nº 904), Etienne Balibar affirmait : « *Cet appel n'appartient à personne, notamment pas à ses initiateurs.* »